

**MARCHE PUBLIC DE MAITRISE D'OEUVRE**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**L'acheteur : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale  
CS 10137  
17306 Rochefort cedex**

**Affaire n°2025M22**

---

**Mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration des ouvrages  
hydrauliques sur la réserve interrégionale de l'Etang du Pont de Fer  
Communes d'Assérac (44) et de Camoël (56)**

---

**Date et heure limites de remise des candidatures et offres :**

**Jeudi 19 juin 2025 à 12 heures (heure de Paris)**

# REGLEMENT DE LA CONSULTATION

## Sommaire

|   |                                    |
|---|------------------------------------|
| <b>Article 1 - Acheteur.....</b>  | <b>3</b>                           |
| <b>Article 2 - Objet de la consultation .....</b>   | <b>3</b>                           |
| 2-1-Objet du marché.....  | 3                                  |
| 2-2-Procédure de passation.....   | 3                                  |
| <b>Article 3 - Dispositions générales.....</b>  | <b>3</b>                           |
| 3-1-Décomposition du marché.....  | 3                                  |
| 3-1-1-Lots.....   | 3                                  |
| 3-1-2-Tranches .....  | 3                                  |
| 3-1-3-Eléments de mission .....   | 3                                  |
| 3-2- Délai d'exécution .....  | 3                                  |
| 3-3-Modalités de financement et de paiement.....  | 4                                  |
| 3-4-Variantes libres et variantes imposées.....   | 4                                  |
| 3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat).....  | 4                                  |
| 3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage).....                            | 4                                  |
| 3-5-Modification du programme.....  | <i>Erreur ! Signet non défini.</i> |
| <b>Article 4 - Montant prévisionnel des travaux .....</b>   | <b>4</b>                           |
| <b>Article 5 - conditions de participation.....</b>   | <b>4</b>                           |
| 5-1-Forme juridique de l'attributaire .....   | 4                                  |
| 5-2- Constitution des équipes en cas de groupement .....  | 4                                  |
| <b>Article 6 - Dossier de consultation .....</b>  | <b>4</b>                           |
| 6-1-Contenu du dossier de consultation.....   | 4                                  |
| 6-2-Mise à disposition du dossier de consultation .....   | 5                                  |
| 6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires.....                         | 5                                  |
| 6-4-Visite des lieux.....   | 5                                  |
| 6-5- Echanges après la phase de passation du marché .....   | 5                                  |
| <b>Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis – Présentation des propositions .....</b> | <b>5</b>                           |
| 7-1-Présentation des candidatures .....   | 6                                  |
| 7-2-Contenu de l'offre .....  | 6                                  |
| 7-3-Langue de rédaction des propositions.....   | 7                                  |
| 7-4-Unité monétaire .....   | 7                                  |
| 7-5-Délai de validité des propositions .....  | 7                                  |
| 7-6-Négociation.....  | 7                                  |
| <b>Article 8- Jugement des propositions.....</b>  | <b>8</b>                           |
| <b>Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre.....</b>                             | <b>8</b>                           |
| <b>Article 10 - Renseignements complémentaires.....</b>   | <b>8</b>                           |

## Article 1 - Acheteur

**L'acheteur** : Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres  
Corderie Royale - CS 10137  
17306 Rochefort cedex  
Téléphone : 05.46.84.72.50  
Site internet : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr>

## Article 2 - Objet de la consultation

### 2-1-Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

**Maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration des ouvrages hydrauliques sur la réserve interrégionale de l'Étang du Pont de Fer- Communes d'Assérac (44) et de Camoël (56)**

Marché passé conformément au code de la commande publique et plus spécifiquement les articles L2421.1 et suivants et R2412.1 et suivants du code de la commande publique.

**Références à la nomenclature européenne (CPV) :**  
7124000-2 : Services d'architecture, ingénierie et de planification

### 2-2-Procédure de passation

Procédure adaptée passée en application du code de la commande publique et des articles L2123.1, R2123.1, R2172.1 et suivants.

## Article 3 - Dispositions générales

### 3-1-Décomposition du marché

#### 3-1-1-Lots

Le marché n'est pas décomposé en lots au motif que les prestations sont du même type et que l'allotissement serait de nature à rendre techniquement plus difficile l'exécution des prestations.

#### 3-1-2-Tranches

Le marché ne comporte pas de tranches

#### 3-1-3-Éléments de mission

Le marché est divisé en éléments de mission définis comme suit (et conformément à l'article « mission de maîtrise » d'œuvre du programme :

- ✓ Assistance pour la passation des contrats de travaux (ACT) y compris validation de la phase AVP à PRO ;
- ✓ Visa des études d'exécution avec Mission EXE partielle limitée à l'établissement des quantitatifs (DPGF/DQE) (VISA)
- ✓ Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;
- ✓ Assistance au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la durée de la garantie de parfait achèvement (AOR) ;

### 3-2- Délai d'exécution

Les prestations, dont les délais d'exécution figurent dans le CCAP, seront exécutées à compter de l'ordre de service de démarrage pour chaque mission.

### **3-3-Modalités de financement et de paiement**

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

### **3-4-Variantes libres et variantes imposées**

#### **3-4-1-Variantes libres (à l'initiative du candidat)**

Les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

#### **3-4-2-Variantes obligatoires (à l'initiative du maître d'ouvrage)**

Le pouvoir adjudicateur n'impose pas la présentation de variante.

### **3-5-Modification du programme**

Sans objet.

## **Article 4 - Montant prévisionnel des travaux**

Le coût travaux en phase AVP est estimé à 454 000,00 € HT - valeur mois de mai 2025.

## **Article 5 - conditions de participation**

### **5-1-Forme juridique de l'attributaire**

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R2142.24 du code de la commande publique.  
En cas de groupement solidaire, l'acte d'engagement devra préciser le compte unique sur lequel les versements seront effectués.

Conformément à l'article R2142.4 du code précité, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat.

L'acheteur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, en application de l'article R2142.21 du code précité

### **5-2- Constitution des équipes en cas de groupement**

Le groupement de maîtrise d'œuvre devra être constitué au minimum :

- **d'un bureau d'études technique spécialisé dans le domaine des ouvrages hydrauliques**

## **Article 6 - Dossier de consultation**

### **6-1-Contenu du dossier de consultation**

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- ✓ Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- ✓ L'annexe financière ;
- ✓ Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- ✓ Le Programme et ses annexes ;
- ✓ Le cadre des références

## **6-2-Mise à disposition du dossier de consultation**

Conformément à l'article R2132.2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications.

## **6-3-Modification du DCE et renseignements techniques complémentaires**

### **6-3-1-Modification du dossier de consultation**

Des renseignements complémentaires sur les documents de la consultation pourront être envoyés aux candidats en ayant fait la demande, **au plus tard quatre jours** avant la date limite de remise des offres.

Les modifications ne pourront être communiquées qu'aux candidats dûment identifiés lors du retrait du dossier.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier DCE modifié, avant la date et heure limites de dépôt des offres.

Dans l'hypothèse où la date de remise des offres initialement prévue ne permet pas la modification ou la transmission des offres dans le délai imparti, cette date sera reportée par le pouvoir adjudicateur.

Les candidats identifiés seront informés du report de la date limite de remise des plis.

### **6-3-2-Renseignements techniques complémentaires**

Toute demande de renseignement d'ordre technique se fera sur le profil acheteur PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et devra parvenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Les réponses seront données à l'ensemble des candidats authentifiés par le même moyen, 4 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres par le même moyen.

## **6-4-Visite des lieux**

Bien que non obligatoire, une visite du site est conseillée en préalable à la remise des candidatures et offres. Le site étant clos et fermé au public, les candidats devront obligatoirement prendre rendez-vous auprès de :

Contact : Olivier ALLENOU  
Conservatoire du littoral – Délégation Centre Atlantique  
Tel : 05 46 84 72 00-Mobile : 06 59 68 16 93  
Mail : [o.allenou@conservatoire-du-littoral.fr](mailto:o.allenou@conservatoire-du-littoral.fr)

## **6-5- Echanges pendant et après la phase de passation du marché**

Tous les échanges pendant la passation et l'exécution du marché se feront par voie dématérialisée sur le profil acheteur PLACE sauf impossibilité technique.

## **Article 7 – Conditions d'envoi ou de remise des plis – Présentation des propositions**

### **Remise des plis par voie électronique :**

Conformément aux dispositions des articles R2132.7 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur autorise uniquement la transmission des candidatures et des offres des entreprises par voie électronique à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.gouv.fr>

Les entreprises peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leurs plis remis par voie électronique conformément à l'article R2132.11 du code de la commande publique. Cette copie est remise soit sur support papier soit sur support physique électronique (clé USB, CD.), à l'adresse suivante :  
Conservatoire du Littoral - Délégation Centre Atlantique  
10, rue Pelletier-17302 ROCHEFORT Cedex

### **Recommandations**

*Il est recommandé aux candidats d'éviter de transmettre leur candidature et offre ou de contacter le support technique en « dernière minute ». Les réponses électroniques transmises après la date et l'heure fixées par le présent règlement ne seront pas retenues. En cas d'envois successifs, seul sera retenu le dernier pli déposé.*

**Aucune autre forme d'envoi que ceux cités ci-dessus ne sera acceptée.**

### **7-1-Présentation des candidatures**

Le candidat peut répondre via le formulaire DUME

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

#### **Justificatifs candidature (à ne fournir qu'une fois)**

- Lettre de candidature (**DC1** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du candidat (**DC2** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration du sous-traitant si besoin (**D4** disponible sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années,
- Une liste des principaux services (références) fournis au cours des cinq dernières années ; le cadre des références devra être complété et transmis ou équivalent. Des références de plus de 5 ans pourront être prises en compte
- Indication des titres d'études et professionnels des responsables de prestation de services de même nature que celle du contrat

Ces capacités professionnelles mettront en évidence l'adéquation et la pertinence des dites références à l'objet de la consultation. Pour des entreprises de création récente, ce dossier peut être composé ou complété par un dossier d'études exprimant leur potentiel.

- Une attestation d'assurance pour les risques professionnels en cours de validité

Pour justifier des capacités professionnelles et techniques, le candidat peut s'appuyer sur d'autres opérateurs économiques (cotraitants, sous-traitants) (Article R2143.12 code de la commande publique).  
Le cas échéant, le candidat produit, pour ce (ces) opérateur(s) économique(s), les mêmes documents que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur à l'appui de sa candidature.

### **7-2-Contenu de l'offre**

- L'annexe financière, complétée de préférence en format Excel.

**A l'issue de la procédure d'attribution, cette annexe financière sera transmise avec l'acte d'engagement (ATTRI1) au candidat retenu pour signature.**

- Un mémoire technique comprenant obligatoirement des propositions, notamment sur les sous-critères suivants utilisés pour l'analyse des offres :
  - ✓ Compréhension du besoin du Conservatoire du littoral illustré par des exemples de travaux de même nature avec listes et illustrations détaillées ;
  - ✓ Qualité du management opérationnel du projet (aide/accompagnement du maître d'ouvrage sur les différents choix tout au long de la démarche, notamment sur le choix des matériaux, choix architecturaux, impacts environnementaux, etc...
  - ✓ Présence envisagée sur le chantier (phase travaux).
- RIB faisant apparaître IBAN et BIC
- En outre, pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre en plus du DC4 :
  - Les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant (DC2),
  - RIB faisant apparaître IBAN et BIC (pour les prestations dont le montant est supérieur à 600€ TTC, conformément à l'article R2193.10 du code précité).
  - Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2143.3 du code précité.

Le candidat ne doit pas joindre dans son offre le CCAP, le programme et le règlement de la consultation, seuls faisant foi ceux détenus par le pouvoir adjudicateur.

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire du marché qu'à la condition de produire dans un délai imparti par le pouvoir adjudicateur les certificats et attestations prévus à l'article R2144.7 du code précité.

*Nota : L'ensemble des certificats sociaux et fiscaux ne sont à produire qu'au niveau de l'attribution du marché. Par simplification, ils pourront être joints à la remise des offres.*

**A l'issue de la procédure d'attribution, un acte d'engagement (ATTR11), sera transmis au candidat retenu pour signature.**

### **7-3-Langue de rédaction des propositions**

Les propositions doivent être rédigées en langue française.

### **7-4-Unité monétaire**

Le pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euros.

### **7-5-Délai de validité des propositions**

Le délai de validité des propositions est de 180 jours à compter de la réception de l'offre initiale ou en cas de négociation à compter de la date de réception de l'offres négociée.

### **7-6-Négociation**

Conformément à l'article R2123.5 du code de la commande publique, une phase de négociation est prévue. Les modalités seront les suivantes :

Une phase de négociation sera menée avec le(s) soumissionnaire(s) ayant présenté les 3 offres les mieux classées au vu des critères de jugement des offres.

Les offres non admises aux négociations sont éliminées. Il est bien précisé qu'un rapport d'analyse des offres avant négociation a été réalisé avec un classement de toutes les offres en appliquant les critères de jugement des offres.

Les offres inappropriées seront éliminées et non négociables, conformément à l'article R2152.1 du code de la commande publique.

Les négociations se feront par échange électronique (mail) et si besoin par une rencontre avec chacun des candidats admis aux négociations.

Les discussions pourront porter sur les aspects techniques, financiers ou méthodologiques.  
A l'issue des négociations, les offres finales seront analysées sur la base des critères initiaux de sélection.  
Le résultat des négociations sera formalisé à l'acte d'engagement (ATTRI1) signé avec le candidat retenu avant la notification du marché.

**Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.**

## **Article 8- Jugement des propositions**

Le jugement des propositions sera effectué dans les conditions suivantes :

### **Critères d'examen des candidatures :**

Le pouvoir adjudicateur contrôlera les garanties professionnelles, techniques (expériences, compétences, moyens humains) des candidats sur la base des pièces de candidatures remises.

### **Critères de jugement des offres :**

1. **Valeur technique** (pondération : **40%**), appréciée sur la base du mémoire technique :
  - **Sous-critère 1** : Compréhension du besoin du Conservatoire du littoral illustré par des exemples de travaux de même nature avec listes et illustrations détaillées (50%)
  - **Sous-critère 2** : Qualité du management opérationnel du projet (aide/accompagnement du maître d'ouvrage sur les différents choix tout au long de la démarche, notamment sur le choix des matériaux, choix architecturaux, impacts environnementaux, etc...) (30%)
  - **Sous-critère 3** : Présence envisagée sur le chantier (phase travaux) (20%)
2. **Prix des prestations** (pondération : **60%**) apprécié à travers le prix global et forfaitaire proposé dans l'annexe financière

## **Article 9 - Indemnisation des équipes de maîtrise d'œuvre**

Aucune indemnisation ne sera allouée aux candidats.

## **Article 10 - Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront s'adresser à la plate-forme PLACE

### **Voies de recours**

Tribunal Administratif de Nantes  
6, allée de l'Ile-Gloriette CS 24111  
44041 Nantes Cedex  
Téléphone : 02.55.10.10.02  
Télécopie : 02.55.10.10.03  
Courriel : [greffe.ta-nantes@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nantes@juradm.fr)